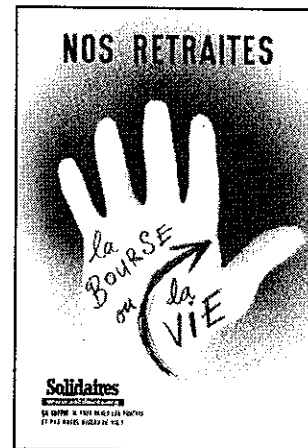


Syndicats SUD
19, rue Emile Bertin
54000 Nancy



**Manifestons unitairement
nombreuses et nombreux ce 1^{er} mai
A la veille de décisions cruciales sur l'avenir de
notre système de retraite, ce 1^{er} mai a une
connotation particulière.**

Plus que jamais la mobilisation est nécessaire pour arrêter la régression sociale que le gouvernement et le patronat nous réserve. Ce 1^{er} mai sera très observé et sera très commenté car il servira d'indicateur à ceux qui espèrent continuer leur politique de destruction. Il est important que cette manifestation devienne un rassemblement sans précédent pour montrer au gouvernement notre détermination à ne pas accepter la régression qu'il veut nous imposer.

Manifester samedi matin c'est facile et ne demande aucun sacrifice. En revanche l'effet obtenu peut s'avérer inattendu pour le gouvernement et servir de tremplin aux luttes à venir.

**Manifestons en masse samedi 1^{er} mai à Nancy
Rassemblons-nous place Stanislas à 10h15**

Extraits de l'appel unitaire

www.exigences-citoyennes-retraites.net/

Le bilan des réformes menées depuis 1993 est déjà catastrophique car toutes les dispositions prises (calcul sur les 25 meilleures années, indexation sur les prix et non plus sur les salaires des actifs, allongement de la durée de cotisation sous peine de décote...) ont déjà fait baisser le niveau des pensions d'environ 20 %. Elles ont aggravé les inégalités déjà fortes entre les pensions des hommes et des femmes...

Malgré ce bilan désastreux, le gouvernement veut aller encore plus loin en supprimant l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans en le portant à 62, voire 65 ou 67 ans, comme le demande le Medef, et en remettant en cause le calcul sur les six derniers mois d'activité des retraités du secteur public. Jumelées avec un nouvel allongement de la durée de cotisation pour obtenir une retraite à taux plein, ces mesures condamneraient à la pauvreté la plupart des futurs retraités, surtout les femmes et tous ceux et celles qui ont connu et connaîtront des périodes de chômage et de précarité importantes. Ce sont les salarié-e-s les plus jeunes qui subiraient les effets cumulés de ces orientations au moment de partir à la retraite...

Le gouvernement et le patronat persistent à vouloir durcir les conditions de départ en retraite alors même que les entreprises continuent de se débarrasser des salariés âgés avant qu'ils aient acquis la totalité de leurs droits. Exiger que les salariés travaillent et cotisent plus longtemps, alors que l'âge moyen de cessation d'activité est de 59 ans, ne vise qu'à baisser le niveau des pensions.

Une alternative à cette régression sociale existe pourtant. A moins de décréter la paupérisation des retraité-e-s, il est normal de couvrir les besoins sociaux liés à l'augmentation de leur part dans la population par un accroissement des prélèvements sur la richesse produite. Les déficits des caisses de retraite sont essentiellement dus au refus obstiné de le faire...

Il est donc juste d'augmenter la part des salaires et des pensions dans la richesse produite en s'attaquant aux profits. Le financement des retraites est possible à condition d'en finir avec l'actuel partage éhonté de la richesse au bénéfice des revenus financiers. C'est ce partage qui constitue le tabou à faire sauter, et non l'âge de départ. Il s'agit là d'un choix politique de justice et de solidarité...

La question des retraites pose celle de la société dans laquelle nous voulons vivre. Nous ne pouvons accepter la paupérisation programmée des futurs retraité-e-s, l'idéologie absurde du "travailler toujours plus" et la destruction des solidarités sociales. Nous souhaitons contribuer à une vaste mobilisation citoyenne (réunions publiques, appels locaux...) pour stopper cet engrenage.

Retraites : faisons entendre nos exigences !

Un appel a été lancé par de nombreux/ses économistes et responsables nationaux d'organisations syndicales, associatives et politiques. Il rappelle la nécessité de « penser autrement » la réforme des retraites, pour ne pas succomber aux arguments mis en place par le gouvernement et le patronat.

300 milliards pour les banques n'ont pas posé de problème hier à l'état français et au patronat
« en pleine crise » des centaines de milliards pour les banquiers et autres traders
des parachutes dorés pour financer la pénibilité au travail de certains dirigeants...

30 milliards pour les retraites aujourd'hui ? Introuvables. C'est inadmissible !

Alors nous pouvons exiger

retraite à taux plein après 37,5 années pour tous
1500 euros nets minimum pour la pension de base
calcul de la pension sur la moyenne des 6 meilleurs mois de salaire
départ en retraite à 60 ans et à 55 ans pour les travaux pénibles...